

Pour ou contre les indicateurs globaux de compétitivité ?

Classer les pays du monde en fonction de leur niveau global de compétitivité ou de développement humain : un nombre croissant d'organismes se livrent à cet exercice. Que penser de ces travaux aussi attendus que critiqués ? Un dossier pour éclairer les termes du débat.

Habituellement malmenée dans les classements internationaux de compétitivité du World Economic Forum, La France y enregistre cette année une progression spectaculaire, passant du 30^{ème} au 12^{ème} rang. Une amélioration brutale de notre compétitivité ? Non. Un simple changement dans la méthodologie utilisée. Faut-il alors se féliciter que les atouts de notre pays soient enfin reconnus ou dénier toute valeur à des classements aussi fragiles et arbitraires ?

Partons d'un peu plus loin. La globalisation, en mettant en concurrence directe les systèmes socio-productifs nationaux, introduit de façon de plus en plus prégnante la question de leur hiérarchisation. Mais selon quel critère ? La compétitivité des entreprises ? Le niveau de développement humain ? La capacité d'innovation ? L'attractivité pour les firmes ? Autant de questions, autant de classements, reposant chacun sur des méthodes propres et conduisant souvent à des résultats très différents (voir tableau), et, in fine, à une certaine cacophonie médiatique.

Car le retentissement international de ces travaux est immense. Leur publication, très attendue, suscite fierté et auto-glorification dans les pays auxquelles elles sont favorables, mais aigreur et rejet chez ceux qui s'estiment injustement dénigrés. Ils subissent de ce fait des critiques récurrentes, qui s'articulent autour de trois grands thèmes : Tout d'abord, ils ne reflèteraient que les choix idéologiques sous-jacents de leurs auteurs, et notamment un libéralisme d'inspiration anglo-saxonne pour les plus influents d'entre eux, comme le World Economic Forum ou la Banque mondiale. Ensuite, les méthodes seraient entachées de multiples défauts, comme l'utilisation d'enquête d'opinion ou de statistiques comparatives de qualité incertaine, conduisant à des résultats scientifiquement contestables et de valeur prédictive faible. Enfin, il serait absurde de vouloir résumer à un indicateur unique la diversité des problématiques nationales, et de comparer des pays aussi divers par leur taille et leur niveau de développement que le Lesotho et les Etats-Unis.

Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Les passions éveillées montrent que ces travaux correspondent à une vraie attente, et sans doute, à un vrai besoin. Les débats qu'ils suscitent sont en eux-mêmes positifs, dans la mesure où ils permettent de mettre clairement en évidence la diversité des analyses sur les facteurs de développement, d'améliorer progressivement la qualité des indicateurs comparatifs internationaux, de mettre en perspective le fonctionnement des économies nationales et d'alimenter ainsi une réflexion locale sur les réformes à mettre en œuvre pour en améliorer l'efficacité.

Encore faut-il pour cela dépassionner le débat. Dépasser une obnubilation excessive sur les classements de synthèse - souvent alimentée d'ailleurs par les messages simplificateurs des médias -. Engager une réflexion méthodologique sur la qualité des différents indicateurs. Rééquilibrer l'idéologie libérale sous-jacente chez plusieurs d'entre eux par la prise en compte de dimensions telles que la qualité des services collectifs, le niveau de développement humain, l'équité dans la répartition des richesses, etc.

Il serait alors possible de mettre en place à partir de ces travaux des analyses de fond sérieuses sur les blocages au développement repérées dans certains pays, comme l'équipe du World Economic Forum a commencé à le faire pour le Chili et la Russie. Et, à l'inverse, de comprendre les déterminants des dynamiques positives observées dans d'autres régions du monde. Il n'est pas indifférent, à cet égard, de noter, par exemple, que les pays Scandinaves, comme la Norvège ou la Finlande, sont *constamment* bien classés par tous ces indicateurs, que ceux-ci soient d'inspiration plutôt libérale, comme ceux du World Economic Forum, ou qu'ils insistent davantage sur la qualité des systèmes de santé et d'éducation, comme l'*Human development index* de l'ONU. Une exemplarité à méditer...

Considérés sous cet angle, c'est-à-dire dans une perspective dynamique, ces indicateurs peuvent fortement contribuer à stimuler et alimenter un débat devenu planétaire sur les facteurs et les politiques du développement.

Fabrice Hatem

Tableau synthétique des indicateurs de synthèse

Publication	Classement		Thème, méthode, contenu
	Premier pays	Rang France	
Commission européenne (Innovation index 2005)	Finlande /Suède	9/25	Capacité d'innovation des pays de l'UE (Quelques dizaines d'indicateurs)
AT Kearney (Confidence Index, 2005)	Chine	14/62	Perception du pays par les firmes (Enquête d'opinion)
AT Kearney (Globalization Index, 2005)	Singap.	18/62	Ouverture du pays (Quelques dizaines d'indicateurs)
ONU (Human Development Index, 2005)	Norvège	16/177	Santé, éducation, niveau de vie (Une petite dizaine d'indicateurs)
Transparency international (Corruption Perception Index 2005)	Islande	18/159	Absence de corruption (Quelques dizaines d'indicateurs)
IMD (World Competitiveness Index, 2005)	EU	30/51	Compétitivité globale (Environ 200 indicateurs)
World Invest Report (FDI Potential Index 2005)	EU	14/140	Attractivité (Une dizaine d'indicateurs)
World Investment Report (FDI Performance Index, 2005)	Azerb.	80/140	Flux d'investissements étrangers/ PIB (Moyenne sur trois ans)
World Economic Forum (Business Competitiveness Index, 2005-2006)	EU	11/110	Environnement des affaires (Quelques dizaines d'indicateurs)
World Economic Forum (Global Competitiveness Index, 2005-2006)	EU	12/137	Compétitivité globale (Une petite centaine d'indicateurs)
World Economic Forum (Growth Competitiveness Index, 2005-2006)	Finlande	30/117	Compétitivité macroéconomique (Quelques dizaines d'indicateurs)
Heritage Foundation (Economic Freedom Index, 2006)	Hong-Kong	44/161	Niveau de libéralisme économique (Quelques dizaines d'indicateurs)
Banque Mondiale (Doing Business, 2005)	Nouv. Zélande	44 /155	Environnement juridico-admin. des affaires (Une centaine d'indicateurs)

D'après AFII, Tableau de bord de l'attractivité, www.afii.fr

Plutôt contre

Lionel Fontagnié est membre du Conseil d'analyse économique et directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales)

Que pensez-vous de la valeur scientifique des indicateurs synthétiques de compétitivité ?

Ces classements s'appuient ce qu'il est convenu d'appeler des indicateurs composites de compétitivité, mêlant sans réel fondement analytique des variables très différentes, et conduisant à des résultats contestables. Dans le classement du WEF, par exemple, La France est très mal classée, à la 30ème place. Mais la Chine qui fait si peur à nos industriels n'est que 49ème, perdant même 3 places en 2005. Ce classement est inverse des performances observées de croissance.

Tout est-il cependant à rejeter dans cette approche comparative ?

L'approche comparative est nécessaire pour guider la politique économique. Par exemple, comparer la situation du marché du travail en France et au Royaume-Uni fait sens. Mais elle doit se faire entre pays similaires : rien ne sert d'opposer la Chine au Qatar pour juger des performances de l'une et l'autre !

Comment évaluer de manière rigoureuse la compétitivité des systèmes socio-productifs ?

Retenons une contrainte et un objectif. La contrainte, c'est les spécialistes de la croissance n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un modèle unique de développement, et qu'il existe de toutes manières un problème de mesure statistique qui entache la qualité des comparaisons. Quant à l'objectif de ces classements, il devrait être de replacer la compétitivité dans une perspective plus large, qui est d'ailleurs officiellement celle de l'Europe : améliorer durablement le niveau de vie et procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale.

Plutôt pour

Augusto Lopez-Claros, économiste, universitaire, après une carrière au FMI, est actuellement économiste en chef du World Economic Forum.

Comment expliquez-vous l'amélioration spectaculaire du classement de la France dans l'indicateur de compétitivité du WEF ?

Parce que, dans notre nouvel index global, la France est créditée d'une série d'atouts qui n'étaient pas pris en compte dans l'index de compétitivité développé par Jeffrey Sachs, que nous avons utilisé jusqu'ici. Je pense en particulier à ses infrastructures de première valeur, à son excellent niveau d'éducation, à la qualité du système de santé et à la présence de nombreuses firmes françaises parmi les plus grandes sociétés multinationales.

Pensez-vous qu'un simple indice synthétique soit suffisant pour mesurer la position compétitive d'un pays ?

Je pense que le classement lui-même est moins utile qu'une compréhension correcte des forces et faiblesses révélées par le large échantillon de données que nous utilisons pour le calculer. Notre analyse permet souvent de mettre en évidence des problèmes dans des domaines particuliers (par exemple en France les dysfonctionnements du marché du travail, un environnement réglementaire pesant, une transparence à améliorer dans le secteur public). Ceci peut servir de base à l'identification de mesures palliatives et de réformes.

Comment vous coordonnez-vous avec les autres organismes publiant des indices synthétiques ?

Nous avons des relations actives avec beaucoup d'entre eux. La Banque mondiale dans son ouvrage *Doing Business*, ainsi que *Transparency International* dans son indice de corruption utilisent nos travaux. Comme eux, nous avons un dialogue très riche avec de nombreux décideurs dans le monde, non seulement sur les questions macroéconomiques mais également sur un large éventail de problèmes liés au développement.